

ZONE N Secteur naturel, avec sous-secteurs **Nb** : secteur naturel « arrête de biotope » **Ne** : secteur naturel « gravières »

Np : secteur naturel « réhabilitations » **Ns** : secteur naturel « infrastructures »

CARACTÈRE DE LA ZONE N

Cette zone constitue un espace naturel, équipé ou non, qu'il convient de protéger en raison de la qualité du paysage et du caractère naturel qui la composent. La zone **N** comprend 4 sous secteurs.

Zone **N** : Cette zone naturelle identifie, globalement, les espaces boisés. On distingue également les sous-secteurs déclinés ci-après :

Sous-secteur **N « b »** : Cette zone naturelle est délimitée par arrêté préfectoral, d'intérêt écologique faisant l'objet d'un arrêté de biotope (protection de la nature).
Sous-secteur **N « e »** : Secteur spécialisé situé au pas de l'Echelle » Carrières du Salève » & gravières de l'Arve où seuls les travaux et réalisations de constructions techniques liés à l'exploitation et la gestion des carrières et gravières sont autorisés. L'aire d'exploitation des carrières du Salève et des gravières en bord d'Arve sont situées en zone **N « e »** et identifiées au plan par une trame.

Sous-secteur **N « p »** : Cette zone naturelle est occupée par des constructions pour lesquelles leur réhabilitation est autorisée dans les volumes existants et les extensions autorisées dans la limite de 10% de la surface de plancher du bâtiment principal avant Réhabilitation.

Ce bâti pourra être réhabilité pour les destinations suivantes : logement, résidences hôtelières, équipements hôteliers, bureaux/services, maisons de retraite, établissements hospitaliers et cliniques, établissements d'enseignement, résidences étudiants, équipements d'intérêt général, équipements publics.

Sous-secteur **N « s »** : Cette zone naturelle autorise uniquement des travaux liés aux infrastructures de communication routière ou ferroviaire.

ARTICLE N.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1-1 : SONT INTERDITS

- Les habitations,
(sauf en sous-secteur *Np* sous les conditions mentionnées à l'article 2),
- L'hébergement hôtelier,
(sauf en sous-secteur *Np* sous les conditions mentionnées à l'article 2),
- Les bureaux et services,
(sauf en sous-secteur *Np* sous les conditions mentionnées à l'article 2),

- Les commerces ;
- L'artisanat,
- Les industries,
- Les exploitations agricoles,
- Les entrepôts,

1-2 : SAUF INDICATION SPECIFIQUE MENTIONNEE A L'ARTICLE 2, SONT EGALEMENT INTERDITS

Les travaux, installations et aménagements mentionnés aux articles R.421-19 (à l'exception du a.) et R.421-23 (à compter du c. et à l'exception du e. premier cas) du Code de l'Urbanisme.

Il est rappelé que sont interdits :

Les hébergements légers de loisirs,
L'ouverture et l'exploitation de carrières et gravières (sauf sous-secteur *Ne*)
L'installation de terrains de camping, d'aires naturelles de camping et le stationnement des caravanes,
Les décharges, dépôts de matériaux et de véhicules à l'air libre,
Les établissements classés,
Les affouillements, drainages, qui mettent en péril les zones humides – selon l'arrêté préfectoral du 20 août 2002,
Les constructions situées en zone rouge et bleue foncée du PPR,

Toutes nouvelles occupations et utilisations du sol dans les secteurs repérés au titre de l'article R.123.11-b) du Code de l'Urbanisme s'ils existent dans la zone. Néanmoins, seuls seront autorisés les travaux d'aménagement dans le cadre du contrat de rivière Arve (Bords d'Arve, étang des lles, zones humides) et les règles de gestion de l'eau qui succéderont.

Toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de porter atteinte aux captages d'eau potable.

En outre, complémentaiement dans l'ensemble de la zone N et ses sous-secteurs et particulièrement dans le sous-secteur Nb :

Toutes occupations et utilisations du sol, drainages ou remblais, et autres travaux qui sont susceptibles de détruire l'intérêt hydraulique des zones humides s'il en existe.

Toute intervention sur les milieux et les biotopes qui participent à l'équilibre environnemental.

ZONE N Secteur naturel, avec sous-secteurs **Nb** : secteur naturel « arrêté de biotope » **Ne** : secteur naturel « gravières »

Np : secteur naturel « réhabilitations » **Ns** : secteur naturel « infrastructures »

ou partiellement, une reconstitution avec espèce identique des éléments paysagers est obligatoire.

ARTICLE N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS

CONDITIONS PARTICULIERES

2-1 : RAPPEL

Adaptations mineures :

Les dispositions des articles 3 à 13 du règlement de cette zone ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures ; elles seront instruites conformément aux modalités et procédures prévues dans le Code de l'Urbanisme. Elles doivent être rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

La reconstruction à l'identique d'un bâtiment après sinistre est autorisée dans les deux ans suivant le sinistre dans l'enveloppe du volume ancien à condition que sa destination soit conservée ou soit conforme aux occupations et utilisations du sol prévues dans la zone.

Généralités :

Dans les secteurs susceptibles d'être concernés par un risque naturel, les possibilités d'urbanisation peuvent être soumises à des prescriptions particulières

Lorsqu'un bâtiment existant n'est pas conforme aux règles édictées par le PLU, toute autorisation de construire le concernant n'est accordée que pour la réalisation de travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de ce bâtiment avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Bords d'Arve si existants dans la zone : Une servitude d'une largeur de 50 m, selon le tracé sur le plan de zonage, le long du torrent Arve et autour des Etangs des Iles. Les travaux et aménagements devront respecter les clauses de l'article R123-11-b. Plus précisément ne sont autorisés à l'intérieur de cette servitude que des travaux et aménagements permettant une gestion intégrée de l'Arve, de ses abords et de ses milieux humides connexes, dont un plan de gestion des matériaux solides. Ces travaux devront être compatibles avec les objectifs du « Contrat de Rivière Arve » et / ou de la procédure de gestion de l'eau qui lui succédera et n'être réalisés que par des intervenants mandatés par les organismes gestionnaires.

Les modifications des éléments paysagers boisés, protégés et inscrits au titre de l'article L.123.1.7° en bordure de L'Arve s'ils existent dans la zone feront l'objet d'une autorisation préalable. En cas d'intervention les détruisant tout

2-2 :

PARMI LES CONSTRUCTIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES NECESSITANT UNE AUTORISATION D'URBANISME, SEULES CELLES QUI SUIVENT SONT ADMISES SOUS CONDITIONS :

Sauf zones humides, zone Nb et secteurs identifiés au titre de l'article R.123.11.b et zones rouges et bleues foncées identifiées au PPR, sont autorisés les exhaussements, affouillements des sols si la hauteur maximale n'excède pas 0,80 m par rapport au sol naturel avant terrassement. Une hauteur supérieure est autorisée pour des impératifs liés à la nature des sols, une contrainte d'usage ou technique des constructions.

Dans l'ensemble de la zone N et des sous-secteurs Nb, Ne et Ns :

Sont autorisés les équipements publics et d'intérêt collectifs que s'ils ne concernent que les ouvrages techniques au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif. Leur implantation dans la zone doit être justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service. En outre, ils devront prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site, en protégeant les zones humides et les biotopes.

En outre, complémentaiement dans le sous-secteur Ne :

Il s'agit du secteur d'exploitation des carrières et des gravières (Repère par une trame dans les documents graphiques)

A l'intérieur de ce secteur, seul est autorisé la construction des installations techniques nécessaires à l'exploitation.

En outre, complémentaiement dans le sous-secteur Ns :

Seuls sont autorisés :

Les travaux liés aux infrastructures de communication routière ou ferroviaires

Dans le sous-secteur Np :

Le secteur N « p » est classé au titre de l'article L.123-1.7° du Code de l'urbanisme. **Les démolitions sont soumises à permis** pour les constructions existantes dans la zone au titre de l'article L.123.1.7°. Seuls sont autorisés :

La réhabilitation des bâtiments dans leurs volumes existants à usage d'habitat, hébergement hôtelier, bureaux, services et équipements publics et d'intérêt collectifs.

L'extension du bâti existant s'il est à usage d'habitat, hébergement hôtelier, bureaux, services et équipements publics et d'intérêt collectifs

- dans la limite de 10% de la surface de plancher du bâtiment principal avant réhabilitation.
- et jusqu'à 25 m² maximum pour les bâtiments d'une surface de plancher avant travaux inférieure à 250 m².
- Les annexes (accollées ou non) des constructions principales sont limitées à 2 annexes + 1 piscine.

La création de parkings paysagés de surface.

La réalisation de constructions enterrées et leur accès par rampe destinée au stationnement des véhicules et au stockage.

Les déblais et terrassements nécessaires aux aménagements ci-dessus.

ARTICLE N 3 : ACCES ET VOIRIE

3-1 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE PUBLIQUE EN MATIERE D'ACCES ROUTIER

Lorsqu'une autorisation d'urbanisme a pour effet de créer un nouvel accès à une voie publique ou de modifier les conditions d'utilisation d'un accès existant, les accès peuvent être imposés sur des voies de moindre importance.

Toute autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol est subordonnée à la réalisation d'aménagements spécifiques qui rendent satisfaisantes les conditions de sécurité du raccordement de l'opération à la voie publique.

Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès sont adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter le moindre risque à la circulation publique et à l'approche permettant une lutte efficace contre l'incendie.

3-2 : ACCES

Les rampes d'accès aux terrains situés en contre-haut ou en contre-bas des voies, ne devront pas avoir une pente supérieure à 2% dans les 5 derniers mètres avant raccordement à la voie.

Pour les routes départementales hors agglomération si elles existent dans la zone : lorsqu'une autorisation d'urbanisme a pour effet la création d'un accès nouveau ou la modification des conditions d'utilisation d'un accès existant à

une voie publique, son bénéficiaire doit, préalablement à l'exécution des travaux, obtenir une autorisation d'accès précisant notamment, les caractéristiques techniques nécessaires eu égard des exigences de sécurité routière. Cette prescription est également valable lorsque les modifications des conditions d'utilisation d'un accès, ou la création d'un accès, n'impliquent pas une autorisation d'urbanisme.

3-3 : VOIRIES

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées ou publiques nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

En tout état de cause, la largeur de plateforme des voies privées ou publiques nouvelles ne doit pas être inférieure à 6,50 m dont 5 m minimum de chaussée.

Pour les opérations desservant plus de 5 logements, ou de plus de 600 m² de surface de plancher, la plateforme des voies privées nouvelles ouvertes à la circulation publique ne sera pas inférieure à 9 m. Ces plateformes intégreront des voies piétonnes, des pistes cyclables en site propre.

Les voies privées nouvelles en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules privés et à ceux des services publics (lutte contre l'incendie) de faire demi-tour.

ARTICLE N 4 : DESERTE PAR LES RESEAUX

4-1 : EAU POTABLE :

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

Les installations d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre, à l'occasion des phénomènes de retour, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur de caractère privé, par les matières résiduelles ou des eaux nocives ou toutes autres substances non désirables.

4-2 : EAUX USEES :

ZONE N Secteur naturel, avec sous-secteurs **Nb** : secteur naturel « arrêté de biotope » **Ne** : secteur naturel « gravières » **Np** : secteur naturel « réhabilitations » **Ns** : secteur naturel « infrastructures »

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public doit être raccordé au réseau public d'assainissement s'il existe. En l'absence de réseau collectif d'assainissement ou de sa non programmation, il pourra être admis un dispositif d'assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur et aux dispositions de la carte d'aptitude des sols et du milieu si elle existe.

Toute construction doit évacuer ses eaux usées et ses eaux pluviales par des canalisations souterraines, de type séparatif, raccordées au réseau public d'assainissement s'il existe, conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux annexes sanitaires du P.L.U.

En outre, pour les établissements industriels existants :

L'évacuation des eaux industrielles dans le réseau public est soumise à autorisation auprès des services compétents qui fixent les caractéristiques du rejet, la participation financière. Ces rejets d'effluents pré-épurés sont soumis aux conditions fixées par les instructions du 06 juin 1953 et 10 septembre 1957 (J.O des 20 juin 1953, 21 septembre 1957 et 08 octobre 1957).

4-3 : EAUX PLUVIALES :

Les aménagements réalisés sur le terrain d'assiette de l'opération doivent être raccordés au réseau public de collecte des eaux pluviales s'il existe. En l'absence de ce réseau, les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement des eaux usées s'il existe. Elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, sans être canalisées et rejetées dans le réseau public d'assainissement propre à la voirie communale et départementale. En outre, la mise en place de caniveaux de récupération en limite du domaine public est exigée sur les voies et accès privés.

4-4 : ENERGIES ET TELECOMMUNICATION :

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, sauf les annexes, doit être raccordé au réseau électrique. Les raccordements aux réseaux secs (électricité, réseaux basse tension, téléphone, câble, etc.) doivent être enterrés. Les postes de transformation à caractère privé sont obligatoirement intégrés dans les constructions.

Autres réseaux :

Sauf impératifs techniques justifiés, ils seront enterrés.

4-5 : ORDURES MENAGERES :

Stockage

Le stockage des conteneurs pour déchets ménagers, sera réalisé à l'intérieur de locaux fonctionnels prévus à cet effet. Ils seront situés dans la construction.

ARTICLE N 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Sans objet

ARTICLE N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES PUBLIQUES

6-1 : GENERALITES :

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, et les voies privées ouvertes à la circulation publique. Les chemins d'exploitation et les chemins piétons n'étant pas ouverts à la circulation publique, ne sont pas des voies au sens du Code de l'urbanisme. Ce sont les dispositions de l'article 7 qui s'appliquent pour les constructions et installations à implanter le long des chemins.

6-2 : IMPLANTATION :

Les équipements publics et d'intérêt collectif peuvent être implantés jusqu'en limite des emprises publiques, voies publiques et des voies privées ouvertes au public.

En l'absence de plan d'alignement ou d'emplacement réservé figuré au plan de zonage les autres constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de :

- En zone N et sous-secteurs Nb, Ne et Ns : 10 m de l'axe des emprises publiques, voies publiques et des voies privées ouvertes au public ainsi que des RD1206 et RD2 en agglomération,

ZONE N Secteur naturel, avec sous-secteurs **Nb** : secteur naturel « arrêté de biotope » **Ne** : secteur naturel « gravières »
Np : secteur naturel « réhabilitations » **Ns** : secteur naturel « infrastructures »

- En sous-secteur Np : 8 m de l'axe des emprises publiques, voies publiques et des voies privées ouvertes au public ainsi que des RD1206 et RD2 en agglomération,
- 50 m de l'axe de l'autoroute (A41) pour les constructions à usage d'habitat,
- 40 m de l'axe de l'autoroute (A41) pour les autres constructions.
- 35 m de l'axe des routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération pour les constructions à usage d'habitat,
- 25 m de l'axe des routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération pour les autres constructions.

La réglementation cesse de s'appliquer en agglomération – Code de la Route.

Les extensions mesurées (limitées à 20 m² sans création de logement supplémentaire) et aménagements du bâti existant sont exemptés des reculs par rapport aux RD hors agglomération sous réserve qu'ils n'aggravent pas la sécurité des personnes et qu'ils apportent une qualité architecturale à la construction.

Excepté lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité de la circulation publique :

Les dépassements de toiture et les balcons sont autorisés à l'intérieur des marges de recul définies, dans la limite d'un mètre, s'il n'y a pas survol du domaine public.

Les dépassements de toiture sont autorisés, en survol du domaine public, sous réserve qu'ils soient situés à une hauteur de 4 m 50 minimum, et que leur largeur n'exécède pas 1 m.

ARTICLE N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES DES PROPRIETES VOISINES

7-1 : GENERALITES :

Les débordements de toitures et de balcons jusqu'à 1 m ne sont pas pris en compte dans le calcul des prospects.

Sauf contrainte spécifiques du PPR, toutes constructions, installations et aménagements doivent respecter un recul minimum de 10 m de l'axe vis à vis des torrents et cours d'eau s'ils existent.

7-2 : IMPLANTATION :

Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics peuvent être implantés jusqu'en limite des propriétés voisines.

Pour les autres constructions, la distance d'une construction au point le plus proche de la limite séparatrice doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 4 m.

Constructions annexes :

Les constructions annexes non accolées à une construction principale, projetée ou existante sur le terrain d'assiette de celle-ci, ainsi que les cabines de transformation électrique, peuvent être implantées jusqu'en limite, aux conditions suivantes :

- H maxi = 3 m
- La longueur cumulée au mitoyen des propriétés voisines ne dépasse pas 12 m sans qu'aucune façade respective ne dépasse 8 m.

Piscines non couvertes

Elles seront implantées avec une condition de recul de 4 m minimum des limites bordant les propriétés voisines.

L'ensemble des règles édictées ci-dessus s'appliquent aux limites extérieures du terrain d'assiette mais aussi aux limites des terrains issus de divisions (lotissements, permis valant division...)

ARTICLE N 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS PROPRIETES LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Non réglementé.

ZONE N Secteur naturel, avec sous-secteurs **Nb** : secteur naturel « arrêté de biotope » **Ne** : secteur naturel « gravières »
Np : secteur naturel « réhabilitations » **Ns** : secteur naturel « infrastructures »

ARTICLE N 9 : EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE N 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Le présent article ne s'applique pas aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Dans la zone N et les sous-secteurs Nb, Ne, et Ns :

Non réglementé.

Dans le sous-secteur Np :

Les hauteurs des constructions existantes ne devront pas être modifiées.

Pour les autres constructions autorisées (extensions), la différence d'altitude entre le point de la sablière ou du haut de l'acrotère jusqu'au terrain naturel situé à l'aplomb avant terrassement ne devra pas dépasser la hauteur du bâtiment principal.

Pour les annexes non accolées qui ne sont pas implantées en limite des propriétés voisines, la différence d'altitude entre le point de la sablière ou du haut de l'acrotère jusqu'au terrain naturel situé à l'aplomb avant terrassement ne devra pas dépasser 3,50 m.

Il pourra être dérogé à ces règles dans le cadre de rénovation ou de réhabilitation de constructions et uniquement pour des raisons de mise en conformité thermique et d'étanchéité. Cette dérogation sera possible jusqu'à +0,40 m

Seules les installations techniques telles que conduits de cheminées, ventilations, ascenseurs, peuvent dépasser ces cotes sous réserve qu'elles fassent l'objet d'une nécessité technique démontrée et d'un traitement architectural assurant leur intégration.

Constructions situées en zone de PPR :

Dans les secteurs autorisés la hauteur de la construction est fixée à partir du niveau de remblaiement demandé. (Cas général 0,50 m de remblaiement minimum).

ARTICLE N 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le présent article ne s'applique pas aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

11.1 – DISPOSITIONS GENERALES :

En aucun cas, les constructions, installations et divers modes d'utilisation du sol ne doivent par leur situation, leur architecture, leurs dimensions, ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Des modifications ayant pour but d'améliorer l'insertion de la construction à son environnement et son adaptation au terrain, peuvent être exigées pour l'obtention du permis de construire.

Dans le cas d'un projet architectural s'inscrivant dans l'évolution du cadre bâti ou participant au développement des énergies renouvelables, et ne répondant pas pour partie, au règlement figurant aux alinéas du présent article, des adaptations au présent article pourront être instruites, et dans ce cas, la collectivité interrogera l'architecte consultant du CAUE.

11.2 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

11.2.1-

CONSTRUCTIONS IDENTIFIEES AU PLAN EN SOUS-SECTEUR Np ET CLASSEES AU TITRE DE L'ARTICLE L.123.1.7°

Le projet de restauration ou de réhabilitation doit respecter l'aspect, le bâtiment principal, le caractère, le caractère, les proportions, les formes, et d'une façon générale le dessin des détails.

11.2.2-IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS :

Les constructions, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

11.2.3- FAÇADES DES CONSTRUCTIONS :

Aspect :

Les imitations de matériaux ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits sont interdits (tels que parpaings de ciment, briques de montage).

Composition :

Les finitions en rondins sont interdites.

Les murs aveugles apparents des bâtiments doivent être de composition identique aux autres façades.

Les façades des annexes implantées jusqu'en limites séparatrices ne devront présenter aucune ouverture.

Percements :

Pour le bâti existant, les nouveaux percements doivent se conformer à l'équilibre des volumes.

Les éléments techniques rapportés sur les façades :

Ils sont de nature qualitative à être intégrés dans l'architecture du projet.

Loggias, bow-windows, balcons, coursives marquises :

- que cette opération se réalise conformément aux dispositions d'un plan d'ensemble des façades des constructions concernées, approuvé par le propriétaire, par la copropriété, l'architecte s'il y a lieu.
- B) Balcons, bow-windows, coursives et autres ouvrages
- Leur construction en saillie sur le domaine public est autorisée sous réserve des contraintes du site.
- L'avancée à l'aplomb du domaine public n'excède pas 1,00 m et toute saillie est interdite au-dessous de 4,30 m.
- Leur construction soit prévue au permis de construire.

11.2.4- TOITURES DES CONSTRUCTIONS :

Teinte :

Les teintes doivent s'harmoniser avec celles existantes (de teinte sombre et mate)

Typologie :

Toitures terrasses :

Les constructions à toiture terrasses sont autorisées.

Pentes des toitures à pans :

Les constructions à toiture à pans sont autorisées.

Les pans de toiture principaux doivent avoir une pente homogène de 30 à 50%. Cette règle ne s'applique pas aux annexes non accolées.

Cette règle ne s'applique pas non plus aux toitures en verre des annexes accolées ou et aux bâtiments existants : en cas d'extension et/ou

modification de toiture, cette dernière doit être de pente similaire à la toiture principale.

Les formes de toiture galbées sont autorisées.

Des pentes inférieures et toitures terrasses sont autorisées lors de raccordements de bâtiments.

La ligne principale de faîtage doit être déterminée en tenant compte des éléments correspondants des bâtiments voisins.

Composition :

Formes et aspects des couvertures des constructions identifiées en sous secteur Np au titre de l'article L.123-1.7 :

Elles rappelleront la forme et l'aspect des couvertures d'origine, ou leur qualité visuelle. Elles seront de nature à conserver ou mettre en valeur les volumes existants.

Les enseignes sur les toitures des constructions sont interdites.

L'usage de panneaux solaires, en toiture, est autorisé si ces derniers respectent la pente générale du toit et s'ils sont intégrés en se substituant aux tuiles lorsque ces dernières en sont pourvues (sauf impossibilité technique)

Aspect :

Les matériaux de couverture doivent être en ardoise ou tuile (mécanique, plate ou écaillé), ou similaire.

Les couvertures bioclimatiques sont autorisées.

11.2.5- CLOTURES, HAIES, DES CONSTRUCTIONS :

Hauteur :

Les clôtures seront d'une hauteur maximum de 1,80 m.

En cas de support sur mur bahut, la hauteur du mur bahut sera comprise entre 0,50 m à 0,80 m.

Composition :

Les clôtures peuvent être constituées :

- Par des grilles, grillages ou tout autre dispositif à claire voie
- Par des clôtures pleines lorsqu'elles répondent à des nécessités ou à une utilité tenant de la nature de l'occupation ou du caractère des constructions édifiées sur le tènement.

L'implantation des clôtures et des haies ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation

ZONE N Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb : secteur naturel « arrête de biotope » Ne : secteur naturel « gravières »

Np : secteur naturel « réhabilitations » **Ns** : secteur naturel « infrastructures »

sur les voies. A proximité des carrefours des voies ouvertes à la circulation publique, la hauteur de ces dispositifs ne devra pas excéder la cote de 0,80 m en tout point du triangle de visibilité.

ARTICLE N 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12-1 : GENERALITES

Caractéristiques générales des places de stationnement :

Les groupes de places de stationnement extérieur ou de garages doivent être disposés de façon à ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

Dans les carrefours, cet accès doit être situé de manière à dégager au maximum l'intersection de l'alignement des voies.

Modalités de réalisation :

Les aires de stationnement doivent être réalisées sur le terrain concerné par le projet et être desservies soit par un seul accès sur la voie publique, soit par plusieurs accès distants les uns des autres de 50 m au moins.

En cas d'impossibilité technique d'aménager sur le terrain l'ensemble des aires de stationnement correspondant aux besoins de la construction, l'opérateur est autorisé à aménager sur un autre terrain situé à moins de 300 mètres du premier, par la route, les emplacements qui lui font défaut, à condition qu'il apporte la preuve qu'il réalise les places manquantes et que celles-ci soient affectées aux utilisateurs du bâtiment projeté, par un acte authentique soumis à publicité foncière.

Le versement de la participation financière correspondant aux places manquantes, prévu aux articles L.123-1-12 et L.332-7-1 du Code de l'Urbanisme est demandé dans l'hypothèse où le constructeur ne peut se conformer aux dispositions du § 12-2 ci-après.

12-2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Afin d'assurer le stationnement des véhicules en dehors des voies publiques, il est exigé :

1.	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération.
-----------	---

HABITAT EXISTANT	<p>En tout état de cause, il est exigé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 place minimum par logement créé.
2.	<p>(Dans le cadre d'une réhabilitation/extension en zone Np) : Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération. Dans le cas d'opération de moins de 5 logements ou 600 m² de surface de plancher Il est exigé : 3 places minimum par logement dont une couverte, Dans le cas d'opérations supérieures ou égale à 5 logements ou 600 m² de surface de plancher Il est exigé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 place par tranche de 50 m² de surface de plancher et a minima 2 places de stationnement par logement, • 1 place pour des deux roues pour 2 logements, <p>Sauf contrainte spécifique liée au PPR, 50% des places des logements seront couvertes et en surface.</p> <p>De plus dans le cas d'opérations supérieures ou égale à 250 m² de surface de plancher Il est exigé : des stationnements visiteurs : 1 place banalisée destinée aux visiteurs pour 3 logements, en plus des besoins propres à chaque construction.</p>
HABITAT NEUF	

3. ACTIVITES	<p>(Dans le cadre d'une réhabilitation/extension en zone Np) : Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération. En tout état de cause, il est exigé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 place de stationnement par chambre et une place de stationnement pour 10 m² de salle de restaurant. Toute tranche commencée implique la réalisation de la place de stationnement.
Hébergement hôtelier	

ZONE N Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb : secteur naturel « arrêté de biotope » Ne : secteur naturel « gravières »

Np : secteur naturel « réhabilitations » **Ns** : secteur naturel « infrastructures »

Bureau Service	<p><u>(Dans le cadre d'une réhabilitation/extension en zone Np) :</u> Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération.</p> <p>En tout état de cause, il est exigé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 place de stationnement par tranche de 30 m2 de surface de plancher. Toute tranche commencée implique la réalisation de la place de stationnement.
-----------------------	--

13-4 :

En sous-secteur Np: Les terrasses réalisées en liaison avec une construction principale devront être végétalisées.

13-5 :

En sous-secteur Np: Les marges de reculement par rapport à l'alignement ou aux emprises publiques sont traitées en espace vert paysagé, compatible avec les destinations des rez de chaussée.

13-6 :

Les plantations existantes sont soit maintenues soit remplacées, soit reconstituées par des plantations équivalentes.

13-7 :

Espaces boisés classés : si des espaces boisés figurent au plan, ils sont soumis aux dispositions de l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme qui interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation de sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements

4. EQUIPEMENT PUBLIC	Les stationnements des véhicules doivent répondre aux besoins de l'opération.
-----------------------------	---

ARTICLE N 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS – ESPACES BOISÉS CLASSÉS

13-1 :

En sous-secteur Np : toute opération de plus de 5 logements ou de plus de 600 m² de surface de plancher doit disposer d'espaces libres communs, non compris les aires de stationnement. La superficie d'espaces libres communs doit être au moins égale à 20% de la surface totale du tènement. Dans les opérations d'habitat, ils comprendront des aires de jeux pour enfants. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur la nécessité de prévoir dans les parties végétalisées des espaces libres communs.

13-2 :

En sous-secteur Np : Les espaces libres seront aménagés et plantés suivant des dispositions qui les rendent inaccessibles aux véhicules. Pour toute opération supérieure à 250 m2 de surface de plancher, 15 % minimum du tènement doit être réalisé en espaces verts, dont 50% en deux tenants maximum. La réalisation de chemins piétons et de pistes cyclables vient en déduction d'un espace vert d'un seul tenant.

13-3 :

En sous-secteur Np : Les aires de stationnement à l'air libre seront paysagées. Les terrasses réalisées sur les parkings souterrains seront végétalisées.

ARTICLE N 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans objet